



**Arrêté n°2022\_DDT\_SEB\_820 en date du 23/08/2022**

Réglementant temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappes dans l'ensemble du bassin versant de la Charente Amont dans le département de la Vienne.

Le Préfet de la Vienne,

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, R.211-66 et suivants ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 16 mars 2022 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie du 1er avril au 31 octobre sur le bassin versant de la Charente où Cogest'Eau est désigné en tant qu'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) ;

**Vu** l'arrêté n°16-2022-04-11-0002 en date du 11 avril 2022 portant interdiction de remplissage des plans d'eau et réglementant la manœuvre des vannes sur les cours d'eau dans le département de la Charente ;

**Vu** l'arrêté n°2022\_DDT\_SEB\_803 en date du 17/08/2022 réglementant temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappes dans l'ensemble du bassin versant de la Charente Amont dans le département de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté de restriction temporaire des prélèvements d'eau à usage d'irrigation effectués à partir des cours d'eau et de leur nappe d'accompagnement sur le bassin versant de la Charente du périmètre de gestion de l'OUGC Cogest'Eau dans le département de la Charente en date du 02/08/2022 ;

**Considérant** que les dispositions de limitations des usages de l'eau sont rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable des populations, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau ;

**Considérant** l'évolution des débits des cours d'eau et le niveau des nappes aux stations et piézomètres de suivi prévus par les arrêtés-cadre interdépartementaux susvisés ;

**Considérant** qu'il convient d'étendre sur le bassin de la Charente dans le département de la Vienne, les mesures d'interdiction de remplissage des plans d'eau et de manœuvres des vannes sur les cours d'eau en coordination avec l'arrêté n°16-2022-04-11-0002 en date du 11 avril 2022 sus-visé ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1 - Objet - application des plans d'alerte

L'arrêté N°2022\_DDT\_SEB\_803 en date du 17/08/2022 est abrogé.

Le présent arrêté réglemente temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappe dans l'ensemble du bassin de la Vienne dans le département de la Vienne, selon les niveaux de gestion suivants :

Seuils de restrictions liés aux indicateurs de prélèvements			
Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise

Les communes concernées par les différents indicateurs de gestion sont listées en annexe 1.

### ARTICLE 2 - Mesures de restriction ou de suspension pour les usages d'irrigation agricole.

L'évolution des niveaux et des débits aux stations piézométriques et hydrométriques des bassins versants de la Charente entraîne la mise en œuvre de mesures de limitation des prélèvements d'eau dans les cours d'eau et de leur nappe d'accompagnement conformément aux dispositions prévues par l'arrêté-cadre interdépartemental susvisé :

Zones de gestion	Indicateurs de rattachement	Niveaux de gestion	Mesures à respecter
Nappe de la Bonnardelière	Saint-Pierre-d'Exideuil Piézo Bonnardelière	Crise	Mesure préventive : Interdiction d'irriguer sauf cultures dérogatoires accordées à partir de jeudi 25/08/2022 - 8h
Charente-Amont Fleuve Charente de sa source à Angoulême et certains affluents	Station de Vindelle	Crise	Mesure préventive : Interdiction d'irriguer sauf cultures dérogatoires accordées à partir de jeudi 25/08/2022 - 8h

L'interdiction d'irrigation, s'applique à tous les préleveurs-irrigants, sauf aux cultures maraîchères dérogatoires déclarées auprès de l'OUGC et accordées par le service de police de l'eau de l'État.

Les cultures dérogatoires autorisées sont limitées à 200 m<sup>3</sup>/ha. **Les volumes dérogatoires accordés sont définis en Annexe 2.**

### ARTICLE 3 : Interdiction de remplissage de plans d'eau

Le remplissage des retenues collinaires, plans d'eau à usage d'irrigation ou de loisirs, par prélèvement, pompage, forage, prise d'eau par dérivation ou alimentation gravitaire est interdit dans l'ensemble des cours d'eau, leurs affluents et leurs nappes d'accompagnement de l'ensemble de la zone de gestion Charente-amont dans le département de la Vienne.

Les vannes, empellements et tous types de prise d'eau servant à alimenter les retenues collinaires, plans d'eau à usage d'irrigation ou de loisirs, sont positionnés de telle sorte que la totalité du volume entrant est affectée au cours d'eau.

Le remplissage des retenues collinaires ou plan d'eau identifiés « eaux stockées déconnectées » est interdit. Le volume entrant est totalement restitué au milieu.

Cette mesure est applicable à compter du vendredi 06 mai 2022 – 8h.

#### **ARTICLE 4 : Interdiction des manœuvres de vannes**

La manœuvre des vannes et empellements des ouvrages de retenues pouvant modifier le régime hydraulique des cours d'eau est interdit dans l'ensemble des cours d'eau et leurs affluents de l'ensemble de la zone de gestion Charente-amont dans le département de la Vienne.

Les vannes et empellements sont maintenus en position fermée, sauf prescriptions particulières du service chargé de la police de l'eau et du milieu aquatique et notamment celles relatives au respect du niveau légal, lorsqu'il s'agit d'ouvrages réglementés. Les manipulations des vannes des usines hydroélectriques sont autorisées à caractère exceptionnel dérogatoire après accord du service chargé de la police de l'eau et du milieu aquatique. Le fonctionnement par éclusées est interdit.

La fermeture ne doit pas se faire brutalement afin de ne pas entraîner de rupture d'écoulement à l'aval. L'étanchéité des ouvrages est obtenue par leurs propres dispositions constructives et non par l'ajout d'éléments extérieurs (bâches plastiques, argile ...). Le débit entrant passe par surverse si la vanne est en position basse.

En cas d'évènements exceptionnels ou de pluviométrie importante entraînant des risques d'inondation, pour garantir la sécurité des biens ou des personnes, les vannes ou empellements doivent être manœuvrés. Ces manipulations doivent faire l'objet d'une information du service chargé de la police de l'eau et du milieu aquatique dans les 24 h suivant la manipulation.

Cette mesure est applicable à compter du vendredi 06 mai 2022 – 8h.

#### **ARTICLE 5 : Application et Validité**

Les levées ou mesures de restrictions sont applicables sur chaque zone de gestion, à partir de 8H00, à compter de la date mentionnée dans les lignes du tableau de l'article 2.

Ces mesures de restriction demeurent en vigueur tant que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle. Elles feront le moment venu l'objet d'une abrogation.

En tout état de cause, elles prendront fin, sauf décision contraire le 31 octobre 2022 à minuit, date de fin de gestion d'été telle que prévue par l'arrêté-cadre interdépartemental susvisé.

#### **ARTICLE 6 : Sanctions**

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de la 5ème classe).

Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe quiconque à contrevenu aux dispositions du présent arrêté. Les sanctions prévues aux articles L.126-1, L.216-6 à L.216-13 du code de l'environnement s'appliquent.

#### **ARTICLE 7 : Droit des tiers**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

## **ARTICLE 8 : Voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant la date de sa dernière mesure de publicité, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 9 : Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs sur le site des services de l'État des départements concernés, et sera adressé aux maires des communes pour information.

Un communiqué de presse sera adressé par les services de M. Le Préfet à deux journaux du département.

L'ensemble des mesures de restriction sont consultables sur le site des services de l'État de la Vienne et sur le site Propluvia :

- [www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr/).
- <https://www.vienne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieux-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource-en-eau/Des-mesures-de-limitation-ou-suspension-temporaire>

Copie de cet arrêté sera adressée au préfet coordonnateur de bassin.

## **ARTICLE 10 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne,  
Le sous-préfet de Montmorillon,  
Le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,  
Le Directeur Départemental de la Police Nationale de la Vienne,  
Le Général Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vienne,  
Le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,  
Les maires des communes concernées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,

  
Le Directeur Départemental  
Eric SIGALAS

Liste des communes concernées par les mesures de restriction liées aux indicateurs de prélèvements en rivière ou en nappe :

<b>Charente Amont</b>		
<b>Prélèvements rattachés aux Indicateurs de Vindelle et de la Bonnardelière</b>		
ASNOIS BLANZAY BRUX CHAMPAGNE LE SEC CHAMPNIERS CHARROUX CHATAIN	CHAUNAY CIVRAY GENOUILLE LA CHAPELLE BATON LINAZAY LIZANT ROMAGNE	SAINT-GAUDENT SAINT-MACOUX SAINT-PIERRE D'EXIDEUIL SAINT-SAVIOL SAVIGNE SURIN VOULEME

## Volumes dérogatoires autorisés :

## BONNARDELIERE

CdPDE	Raison Sociale	VOLUME DEROGATOIRE HEBDOMADAIRE				
		maraichage- cultures legumieres	Éleveurs	cultures speciales autres	cultures speciales arrete-cadre	Volume dérogatoire hebdomadaire total (m²)
OUV-86-BON-107	SCEA DES FEUILLAGES	-	2 000	-	-	2 000
OUV-86-BON-144	GAEC LA BOULEURE	-	3 800	4 400	-	6 043
OUV-86-BON-188	SCEA CHEZ DORANGE	-	5 500	-	-	5 500
OUV-86-BON-310	GAEC DU BESSON	-	2 542	-	-	2 542
OUV-86-BON-350	SCEA MERIGOT	-	-	972	9 748	10 720
OUV-86-BON-410	GAEC DES PANELIÈRES	-	1 333	-	-	1 333
OUV-86-BON-456	SCEA PAGUS	7 508	800	866	-	8 974
OUV-86-BON-623	GAEC DEBENEST	-	3 103	-	-	3 103
OUV-86-BON-643	SCEA NOWAK	-	-	1 746	-	1 746
OUV-86-BON-668	ROCHER Jean-Baptiste	-	-	1 200	-	1 200
OUV-86-BON-711	SCEA AUVIN	-	-	-	550	550
OUV-86-BON-76	EARL MORISSET Philippe	-	3 800	-	-	3 800
OUV-86-BON-765	SCEA DU COURTIQU	-	2 167	-	-	2 167
OUV-86-BON-784	EARL AUDOUIN	-	-	2 676	-	2 676
OUV-86-BON-811	CUMA DE SAINT PIERRE D'EXIDEUIL	1 000	-	-	-	1 000
OUV-86-BON-821	SCEA DU NOYER	-	13 833	-	-	13 833
<b>TOTAL BONNARDELIERE</b>		<b>8 508</b>	<b>38 679</b>	<b>11 860</b>	<b>10 298</b>	<b>67 188</b>

## VINDELLE

CdPDE	Raison Sociale	VOLUME DEROGATOIRE HEBDOMADAIRE				
		maraichage- cultures legumieres	Éleveurs	cultures speciales autres	cultures speciales arrete-cadre	Volume dérogatoire hebdomadaire total (m²)
OUV-86-SJ-CA-103	GAEC DE LA CHACLOUE	-	6 000	-	-	6 000
OUV-86-SJ-CA-140	GAEC DE BELLEVUE	-	3 250	-	-	3 250
OUV-86-SJ-CA-24	EARL ROUSSELOT Thierry	-	-	-	2 400	2 400
OUV-86-SJ-CA-305	SCEA ZEPHYR	-	3 800	-	-	3 800
OUV-86-SJ-CA-373	ROUSSEAU Aurélien	-	-	1 800	-	1 800
OUV-86-SJ-CA-395	GAEC DE SAINT LAURENT	-	-	928	-	928
OUV-86-SJ-CA-454	GAEC DE CHEZ BELEAU	-	4 500	-	-	4 500
OUV-86-SJ-CA-495	GAEC LAITNERGIE	-	1 800	-	-	1 800
OUV-86-SJ-CA-496	GAEC DE VERNEUIL	-	5 000	-	-	5 000
OUV-86-SJ-CA-50	GAEC DE GORCE	-	10 148	-	-	10 148
OUV-86-SJ-CA-502	SCEA DU SAUDOUR	-	8 500	-	-	8 500
OUV-86-SJ-CA-536	DUNOYER Alain	-	1 000	800	-	1 800
OUV-86-SJ-CA-833	EARL TOUR CHEVAIS	60	-	-	562	622
OUV-86-SJ-CA-765	SCEA DU COURTIQU	-	-	900	-	900
OUV-86-SJ-CA-799	GUENE DIDIER	-	367	-	400	767
OUV-86-SJ-CA-811	GAEC DES 3 D	-	713	-	-	713
OUV-86-SJ-CIB-175	MASSERON François	-	3 000	-	-	3 000
<b>TOTAL VINDELLE</b>		<b>60</b>	<b>48 078</b>	<b>4 428</b>	<b>3 362</b>	<b>55 928</b>